

**Nations unies - Soudan - Darfour -  
MINUAD : le défi de la protection  
des civils - Conseil de sécurité -  
Intervention du représentant  
permanent adjoint de la France  
auprès des Nations unies  
(New York, 04 avril 2017)**

Madame la Présidente,

Monsieur le Représentant spécial conjoint Kingsley Mamabolo, merci pour votre présentation tout à l'heure, et je tiens à vous féliciter pour votre nomination à la tête de la MINUAD et vous adresser tous mes vœux de succès dans votre mission ; là aussi vous pouvez compter sur notre soutien constant et déterminé dans votre effort.

Dans quelques mois, en juillet prochain, cela fera 10 ans que le conseil de sécurité aura créé l'Opération hybride des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour. Cette force avait alors pris la suite de l'opération de l'Union africaine, l'AMIS, et avait pour tâche de contribuer à restaurer la paix et la stabilité au Darfour, après les atrocités qu'avait connues la région au début des années 2000.

Le conseil doit constamment évaluer les résultats obtenus par les opérations qu'il déploie et c'est dans cet esprit que je me suis rendu au Soudan et au Darfour la semaine dernière. Je voudrais remercier les autorités du Soudan de leur accueil, ainsi que la MINUAD pour le soutien apporté. Je dois dire que les entretiens que j'ai pu conduire à Khartoum et à El Fasher, ainsi que les visites dans deux camps de déplacés au Darfour, ont été très utiles pour mieux appréhender la réalité complexe de cette région, à laquelle les autorités soudanaises comme la MINUAD font face aujourd'hui.

La visite du camp de Sortony en particulier m'a permis de mieux cerner les enjeux de protection des civils au Darfour. Évidemment dans certaines zones du Darfour, le niveau de violence a diminué, comme le notent les rapports récents du secrétaire général. La baisse d'intensité des combats entre groupes rebelles et forces gouvernementales est évidemment une bonne nouvelle, et nous saluons la prolongation du cessez-le-feu décidée en janvier pour 6 mois par le gouvernement soudanais, et une nouvelle fois nous appelons les groupes rebelles à faire de même.

Mais ce qui était frappant c'est que les déplacés qui ont trouvé refuge à Sortony, dans les contreforts du Jebel Mara, se trouvent sous la menace d'un autre type de violence. À la suite des bombardements aériens de janvier 2016, il y a un an, ils ont dû fuir leurs villages face aux attaques de groupes armés et de milices, et ils se sont établis autour d'un camp de la MINUAD, dans une vallée. La grande majorité d'entre eux nous disent qu'ils souhaitent rentrer sur leurs

terres, mais qu'ils ne le peuvent pas parce que celles-ci sont occupées par les membres de ces milices et groupes armés, qui continuent de commettre des exactions contre les civils qui s'éloignent du camp de déplacés. Dans de trop nombreuses circonstances, les femmes sont victimes de viols lorsqu'elles partent collecter le bois. Comme certains déplacés l'ont dit sans ambages, ils seraient morts s'ils n'avaient pu trouver refuge près du camp de la MINUAD et je voudrais en profiter pour rendre hommage justement à ces hommes et à ces femmes de la MINUAD qui mettent en oeuvre ce mandat de protection des civils dont on voit à quel point il est déterminant dans un endroit comme Sortony. Les 21.850 déplacés de Sortony ne représentent certes qu'une toute petite part des 2,6 millions de déplacés que compte actuellement le Darfour, 2,6 millions de déplacés sur une population de 7 millions, donc c'est-à-dire une personne sur trois au Darfour qui est encore déplacée. Mais ce que nous voyons et ce que nous entendons à Sortony peut nous faire réfléchir sur l'action des Nations unies sur place.

Ce défi de la sécurité et de la protection des civils face à ces groupes armés et ces milices est certainement un des principaux auxquels doivent faire face le gouvernement du Soudan comme la MINUAD. Le retour de ces déplacés dans leurs villages ne pourra en effet se faire que lorsque leur sécurité sera assurée dans ces zones. Le gouvernement du Soudan doit pleinement jouer son rôle à cet égard, conformément à sa responsabilité première pour la protection des civils, réaffirmée avec constance par le conseil et encore tout à l'heure par le représentant spécial conjoint. Mais la communauté internationale, à travers la MINUAD, peut être un partenaire dans cet effort. Et pour cela, la MINUAD doit pouvoir opérer dans de bonnes conditions, elle doit pouvoir bénéficier de la bonne coopération du gouvernement du Soudan dans l'exercice de son mandat.

Au cours de la visite, il est clairement apparu que la stabilité du Darfour, et plus largement de la région, passe par le traitement des causes profondes de l'instabilité. Nous en avons tous parlé dans nos interventions jusqu'à présent, mais je rappelle qu'on compte parmi celles-ci la prolifération des armes, le sort des déplacés, le traitement de la question foncière et des ressources naturelles, le nécessaire renforcement de l'État de droit et bien sûr la lutte contre l'impunité, que ce soit au niveau local et national, ou au niveau international, à travers la Cour pénale internationale. L'équipe-pays contribue à favoriser le développement du Darfour, dans des conditions souvent difficiles, mais on voit bien qu'elle ne peut pas être le seul partenaire des autorités soudanaises pour répondre à ces enjeux complexes.

De mes discussions avec les autorités soudanaises, tant à Khartoum qu'à El Fasher, avec les déplacés et avec la MINUAD, il est apparu que le désarmement était l'un des enjeux les plus importants actuellement, puisqu'il y a en fait une prolifération d'armes au Darfour : on dit qu'il y a autant d'armes que d'habitants au Darfour. Là encore, la communauté internationale peut être un partenaire des autorités soudanaises pour avancer dans ce sens sur la question du désarmement. Et nous devons par conséquent faire avancer notre réflexion collective afin de parvenir à des solutions qui répondent à ces enjeux.

Madame la Présidente,

Nous sommes attachés à l'efficacité du maintien de la paix des Nations unies, qui est un outil essentiel pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Au regard des défis changeants au Darfour, la MINUAD c'est certain devra évoluer pour apporter la meilleure réponse

possible.

Dans ce contexte, nous soutenons pleinement l'initiative du Secrétariat des Nations unies et de la Commission de l'Union africaine de conduire une revue stratégique de la MINUAD. Ces travaux doivent permettre d'évaluer l'efficacité de la MINUAD au regard de son objectif de contribuer à la paix et à la stabilité durables au Darfour. Nous attendons donc avec intérêt les recommandations que formuleront le secrétaire général et le président de la Commission de l'Union africaine, en fonction du diagnostic réalisé par cette revue. Et c'est sur cette base que nous pourrions envisager les éventuelles adaptations à apporter à la MINUAD, afin que celle-ci puisse répondre au mieux aux défis actuels pour la paix et la sécurité du Darfour.

Je vous remercie./.